

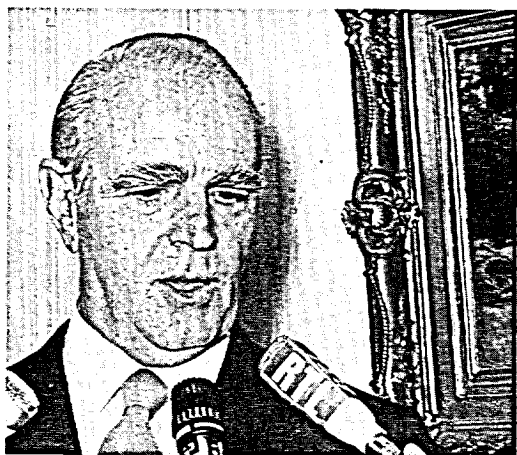


Photo UPI



Photo UNPIX



Photo UPI

Les chefs des trois pays pris dans l'imbroglio de Chypre face à la presse en juillet. A gauche, Constantin Caramanlis s'apprête à quitter son exil parisien pour rentrer en Grèce et redevenir premier ministre. L'archevêque Makarios (au centre) est photographié à New York après

avoir perdu la présidence. La grande question était de savoir si — et à quel moment — il retournerait dans l'île. Le premier ministre turc Bülent Ecevit (à droite) est photographié alors qu'il annonce, le 20 juillet, que des troupes turques ont débarqué à Chypre.

et les Turcs ne cachent pas qu'un affrontement au sujet de ce pétrole pourrait faire éclater une guerre entre les deux pays. Une rencontre au sommet des premiers ministres de la Grèce et de la Turquie a eu lieu au printemps de 1974 dans le but de régler ce conflit, mais elle s'est terminée dans l'acrimonie. La discorde, de moindre importance toutefois, existe également au sujet de certaines autres îles, telles que Rhodes, où se trouvent de fortes minorités turques.

La Turquie possède des avantages immédiats en cas de guerre. Alors que le revenu par tête, en Grèce, est trois fois plus élevé que celui de la Turquie, cette dernière est plus favorisée sur le plan des armes, du personnel militaire et de la situation géographique. Son invasion de l'île de Chypre s'appuyait sur le traité de garantie de 1960, lequel protégeait les droits des minorités dans l'île. La Turquie se trouve actuellement dans une situation enviable, puisqu'elle contrôle plus de 35 pour cent du territoire et la majeure partie de la capacité de production de l'île. Comme le nombre de Cypriotes turcs ne s'élève qu'à 120,000, comparativement à 520,000 Cypriotes grecs, l'armée turque pourrait se retirer d'une grande partie du territoire occupé sans cesser de faire figure de vainqueur.

Opinion mondiale

A la longue, il est probable que l'opinion mondiale se déclarera en faveur des Grecs. Alors qu'en privé des ministres du Cabinet grec avouent qu'ils ne peuvent rien pour

Chypre, ils ne peuvent l'admettre publiquement car pareil aveu légitimerait le nouveau statu quo dominé par la Turquie. Néanmoins, le premier ministre, Constantin Caramanlis, et son gouvernement de coalition espèrent toujours une intervention des Nations Unies. L'Assemblée générale et l'intérêt mondial se concentreront sur les 150,000 réfugiés cypriotes grecs qui sont parqués au sud de la «ligne verte» dans des conditions extrêmement déplorable. En outre, les accusations et les contre-accusations portées au sujet d'atrocités qui auraient été commises ne sont pas de nature à atténuer la gravité de la tragédie que vit ce peuple déraciné!

En Grèce même, afin de rehausser leur image, les nouveaux gouvernants ont cherché à gagner la faveur populaire en posant des gestes symboliques comme la mobilisation nationale, l'adoption d'une loi martiale inopérante et le retrait de l'Attique des régiments de chars. En outre, les politiques hostiles à l'OTAN et à Washington visent à accroître indirectement la pression sur les Turcs afin qu'ils assouplissent leur position à l'égard de Chypre, et à profiter de la vague d'antiaméricanisme qui a balayé le pays. Selon la logique grecque, le septennat de la dictature militaire a pu subsister parce qu'il a été lancé, encouragé et approvisionné par les Américains. Quand le dernier coup d'état est survenu quelques heures à peine après la conférence de presse du 22 juillet où M. Kissinger prédisait qu'il pourrait bien y avoir prochainement un «coup» ou un «changement» à Athènes, les Grecs furent dès lors